

Qui veut s'opposer à Poutine ?

Entretien avec Françoise Daucé

par Florent Guénard & Jules Naudet

Les mobilisations protestataires sont faibles en Russie. Alexei Navalny a bénéficié d'une popularité indéniable, mais qui s'affaiblit. La peur de la répression n'explique pas tout : c'est la politique dans son ensemble qui pour les Russes fait l'objet d'un discrédit.

Françoise Daucé est directrice d'études à l'EHESS et directrice du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC). Sociologue du politique, ses recherches portent sur la transformation des pratiques de pouvoir et d'autorité dans des sociétés libéralisées, à partir du cas de la Russie contemporaine. Ses travaux ont concerné successivement les évolutions de la société militaire dans les années 1990 (*L'État, l'armée et le citoyen en Russie postsoviétique*, L'Harmattan, 2001) ; de la société civile dans les années 2000 (*Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie*. CNRS Éditions, 2013) et de la société numérique dans les années 2010. Elle a publié récemment plusieurs articles sur les médias en ligne et les transformations de l'internet russe dans *Les études du CERI, Réseaux, Laboratorium, Le Mouvement social, Digital Icons*. Elle est aussi l'auteur d'un ouvrage de synthèse : *La Russie postsoviétique* (Repères, La Découverte, 2ème édition, 2019). Elle coordonne le projet ANR ResisTIC « Les résistants du net. Contrôle et contournement des frontières numériques en Russie » (2018-2021).

La Vie des idées : Quel rapport les citoyens russes entretiennent-ils avec la politique depuis la fin du soviétisme ?

Françoise Daucé : Ce qui est frappant, dans la société russe actuelle, c'est la difficulté à « parler politique » dans les conversations ordinaires. Alors que les débats avaient envahi l'espace public

lors de la perestroïka, sous M. Gorbatchev, les errements économiques et les difficultés sociales des années 1990 ont contribué au discrédit de l'action politique. La politique est perçue comme un ferment de discorde et de désordre. Ce discrédit est corrélé à l'affaiblissement des partis politiques sous le coup d'une législation et de règles électorales de plus en plus contraignantes. Les partis d'opposition ne sont plus représentés à la Douma depuis 2003 et seules des formations acceptées par le pouvoir, dites « dans le système », peuvent concourir pour les scrutins. Pour les citoyens ordinaires, les activités qui touchent aux campagnes électorales sont souvent considérées comme dégradantes. Cela ne signifie pas qu'ils soient atomisés, patients ou désabusés¹. De nombreuses formes d'entraide, d'engagement et de partage soutiennent le tissu social. Les personnes participent à des projets dans le domaine de la culture, de la défense du patrimoine ou de la protection de l'environnement. Ils peuvent aussi porter un regard critique sur les politiques publiques ou être mécontents de leur situation mais ils se défendent généralement de faire ainsi de la politique. Les clivages de l'affrontement contradictoire et de l'échange d'idées en public semblent trop risqués².

Cette méfiance à l'égard de la politique s'inscrit dans un espace public nourri de discours et de slogans au service de l'unité de la nation, de la stabilité de la société et de l'efficacité de l'État. Si V. Poutine a été élu en 2000 en s'appuyant sur deux mots d'ordre (« restaurer la verticale du pouvoir » et « renforcer la dictature de la loi »), l'appareillage conceptuel des cercles dirigeants s'est renforcé depuis. La langue officielle s'est enrichie ces dernières années³ pour justifier la mobilisation patriotique du pays, souvent opposée au désordre occidental qui fait figure d'incarnation de l'inefficacité, voire de symptôme de la décadence morale des sociétés démocratiques. Cette dénonciation s'accompagne d'un détournement des mots de la démocratie au service du projet national. C'est ainsi que la notion de « démocratie souveraine » a été forgée dans les années 2000 pour justifier le cours politique non-démocratique du pays ou que l'idée de « société civile » a été appropriée par les autorités pour gouverner le monde associatif et l'assujettir aux politiques publiques à travers des financements nationaux⁴. Les dispositifs de guidage de la société permettent des emprises acceptables sur la vie publique. Sans abuser de la paraphrase⁵, se dessine en Russie un « nouvel esprit de l'autoritarisme » qui fait place à des formes d'autonomie dans la société et s'appuie sur de multiples acteurs (sécuritaires, économiques, techniques, éducatifs, culturels...) engagés dans la régulation de la vie collective.

¹ <https://theconversation.com/que-veulent-les-manifestants-en-russie-155173>

² Nina Eliasoph, *Avoiding politics: How Americans produce apathy in everyday life*. Cambridge University Press, 1998 ; et la recension de l'ouvrage par Carole Gayet-Viaud : <https://laviedesidees.fr/Est-il-devenu-indecent-de-parler.html>

³ Michael S. Gorham, *After Newspeak: Language culture and politics in Russia from Gorbachev to Putin*. Cornell University Press, 2014.

⁴ Françoise Daucé, *Une paradoxale oppression. Le pouvoir et les associations en Russie: Le pouvoir et les associations en Russie*. Cnrs, 2013.

⁵ Loïc Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Paris, Seuil, 2008.

La Vie des idées : Ce lourd tribut historique aide-t-il à comprendre les mobilisations actuelles autour de Navalny ? Un mouvement social fort peut-il se cristalliser autour de lui ?

Françoise Daucé : La première difficulté pour les forces critiques en Russie, c'est de réussir à reprendre la parole pour se faire entendre. Les emprises institutionnelles et médiatiques du pouvoir privent en effet les groupes alternatifs, les associations ou les mouvements sociaux des outils même pour dire le mécontentement ou la colère. Ce sont ces barrières qu'Alexei Navalny essaye de franchir, en utilisant internet pour dénoncer le « parti des escrocs et des voleurs » et la corruption des élites⁶. Les enquêtes en ligne de sa Fondation pour la lutte contre la corruption (FBK), dont les reportages fascinent tant par leur contenu que la qualité de leur réalisation, comptent des dizaines de millions de vues sur Youtube. Cette visibilité remarquable n'est cependant pas un gage mécanique d'engagement militant en sa faveur et le soutien peut rester uniquement déclaratif. En réponse, pendant plusieurs années, la principale réaction des autorités a consisté à nier son existence en refusant de le nommer (les journalistes des grands quotidiens moscovites avaient interdiction de l'évoquer) puis à organiser sa surveillance, et finalement son empoisonnement à l'été 2020 pour l'éliminer physiquement. On a franchi là une nouvelle étape dans la violence en politique. Ce qui est fascinant, c'est la façon dont A. Navalny lui-même a dû mener l'enquête pour faire la preuve de sa tentative d'assassinat, alors que les autorités russes ont refusé d'ouvrir une procédure judiciaire.

L'indignation et la honte face au cynisme du pouvoir ont pu nourrir les mobilisations autour d'Alexei Navalny lors de son retour en Russie début janvier 2021 et contribuer à l'engagement de ses partisans dans les manifestations de rue. Depuis le large mouvement de contestation des fraudes électorales de 2011/2012, A. Navalny travaille à la constitution d'un réseau militant à travers l'ensemble du pays et à la mobilisation de ses soutiens. Il s'appuie sur des groupes régionaux dans les grandes villes du pays pour relayer ses actions. C'est indéniablement une personnalité charismatique qui tente de fédérer des mécontentements multiples dans l'ensemble du pays, au risque de l'éclectisme idéologique. Il dispose de fait d'une popularité politique significative à Moscou où il a obtenu 27 % des voix aux élections municipales de 2013. Mais c'est aussi une figure politique clivante qui rend difficile l'unité des forces d'opposition. Il est au croisement de deux critiques contradictoires, celle des libéraux et démocrates qui dénoncent sa fréquentation des cercles nationalistes (liés au Mouvement pour la lutte contre l'immigration illégale et à la Marche russe depuis les années 2000) et celle des représentants du pouvoir, qui le décrivent comme « le patient de la clinique de Berlin » et l'accusent d'être un « agent de l'étranger ». Ce terme, qui s'applique d'abord aux associations recevant des financements étrangers et exerçant une activité politique (au sens large), a été récemment étendu aux médias « agents de l'étranger » et désormais aux personnes physiques qui peuvent tomber sous le coup de la loi. Toute forme d'interaction avec des acteurs étrangers est suspecte, contribuant à la stigmatisation des coopérations avec des organisations occidentales. Dans ce contexte, A. Navalny est au cœur d'un débat sur l'identité nationale, entre repli russe

⁶ Voir la contribution de Gilles Favarel-Garrigues sur cette question : <https://laviedesidees.fr/Anti-corruption-et-capitalisme-de-connivence-en-Russie.html>

et ouverture internationale. Les questions d'inégalités sociales, de différences de genre, de risque environnemental ou de difficultés économiques sont marginalisées au regard de ce clivage dominant.

***La Vie des idées* : Comment expliquer la fragilité et la faible intensité des mobilisations dans la Russie contemporaine ?**

Françoise Daucé : Les grandes mobilisations nationales à l'échelle de toute la Russie sont réprimées de façon particulièrement dure. La législation sur les manifestations est extrêmement dissuasive et, s'ils manifestent sans autorisation, les manifestants savent que les risques sont élevés (arrestations, emprisonnement, amendes, etc.). La répression et la contrainte policière constituent indéniablement des facteurs de démobilisation. Après les milliers d'arrestations lors des manifestations de janvier 2021, les partisans d'A. Navalny ont suspendu le mouvement faute de forces pour l'organiser et sont à la recherche d'autres formes d'action. Il faut aussi souligner que, outre la violence policière visible dans la rue, la coercition est souvent déléguée à de nombreux intermédiaires. Les universités peuvent ainsi prendre des mesures contre les enseignants ou les étudiants mobilisés, les administrations publiques contre leurs employés et, plus récemment, les parents ont été appelés à veiller au bon comportement de leurs adolescents. Une forme de délégation du contrôle s'exerce ainsi au sein de la société.

Des protestations locales, appuyées sur des liens du proche⁷, peuvent surgir en différents points du pays autour d'enjeux spécifiques. Les protestations environnementales, la protection du patrimoine, la dénonciation d'injustices peuvent conduire au surgissement de mobilisations régionales. La lutte contre une décharge à Shies dans le nord de la Russie, les mobilisations contre l'emprisonnement du maire de Khabarovsk en Sibérie ou la dénonciation de la construction d'une église à Ekaterinbourg, dans l'Oural, en constituent autant d'illustrations en 2019 et 2020. Certaines de ces mobilisations ont pu aboutir à des résultats favorables aux manifestants. La question est celle de la généralisation de ces protestations à l'échelle du pays, du passage du particulier au général. La montée en généralité est délicate car elle implique une politisation qui suscite des réserves et des inquiétudes.

Ce qu'il faut souligner aussi, c'est que la mise en scène de l'ordre et de la stabilité du pouvoir, encore renforcée par les amendements constitutionnels de 2020 qui autorisent le Président à se représenter jusqu'en 2036, s'accompagne, dans la vie quotidienne, d'une grande indétermination. Cette dernière est à la fois légale, en raison du changement permanent des règles juridiques et des normes publiques, mais aussi économique, liée à une forme de précarisation de la vie professionnelle. La stabilité du régime politique russe depuis vingt ans est fondée sur une intense activité législative, sur un recours au nouveau management public et

⁷ Laurent Thévenot, « Des liens du proche aux lieux du public », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 3 (2017): 7-43.

sur une fragilisation du droit du travail⁸. D'après les statistiques officielles, les citoyens russes changent plus souvent de travail que leurs homologues européens⁹. Les postes sont précaires, ce qui permet à la fois des ajustements et des reconversions si nécessaire mais suscite aussi une certaine prudence face aux incertitudes du lendemain, qui peut décourager la mobilisation.

La Vie des idées : L'internet russe est particulièrement complexe et se caractérise par une surveillance très forte de l'espace public numérique. Des brèches restent-elles malgré tout ouvertes pour des contestations en ligne ?

Françoise Daucé : Internet en Russie s'est développé dans les années 1990, à l'époque de la libéralisation politique et économique qui a suivi la chute de l'URSS. Les ingénieurs les plus entreprenants ont commencé à importer des ordinateurs de l'étranger, à installer des connexions locales ou à tester de nouvelles applications. Cet héritage initial a marqué la culture numérique russe des années 2000 qui a vu l'apparition de nombreuses initiatives en ligne, des médias, des blogs, un écosystème complexe appuyé sur le déploiement d'infrastructures portées par des entrepreneurs privés à l'échelle de tout le pays. C'est aussi dans ce contexte que sont apparus les champions nationaux qui coexistent avec les GAFAM aujourd'hui comme le moteur de recherche Yandex, le réseau social V Kontakte, la librairie en ligne Ozon ou le site de petites affaires Avito. Les internautes russes évoluent donc dans un espace numérique complexe où coexistent plateformes nationales et internationales. L'internet russe est au cœur de la tension entre la culture libertaire du cyberspace et la politique de souveraineté du runet (ou internet russe)¹⁰. Les libertés numériques sont valorisées comme facteur de dynamisme économique. Les citoyens manifestent une passion pour le progrès technique, les *fintechs* ou l'intelligence artificielle mais, depuis 2012, les contraintes pesant sur l'internet russe se sont considérablement renforcées.

La législation donne aux institutions de contrôle, de surveillance et de régulation des compétences de plus en plus larges. L'agence de surveillance des communications, Roskomnadzor, exerce officiellement le contrôle de l'espace numérique même si, dans la pratique, la régulation est déléguée à de nombreux acteurs (plateformes de contenus, fournisseurs d'accès internet, groupes de vigilance citoyenne en ligne, voire algorithmes etc.) qui s'acquittent plus ou moins bien de cette tâche. Les contenus politiques sont fortement encadrés par le blocage de certains sites d'opposition (mais pas tous), voire d'applications internationales (LinkedIn est ainsi bloqué en Russie). Les autorités russes régulent aussi l'internet russe par appropriation des projets les plus innovants. À titre d'exemple, de nombreux médias en ligne se

⁸ Voir la contribution de Karine Clément : <https://laviedesidees.fr/La-lutte-sociale-en-Russie.html>

⁹ Gimpel'son, V.E, Kalebûchnikov, R.I., Ryzhkova, Z.A. Dvizhenie rabotchikh mest v rossijskoj ekonomike (Le mouvement des emplois dans l'économie russe). *Problemy rynka truda*, n°3, 2012. <https://publications.hse.ru/preprints/69709908>

¹⁰ Daucé, F., Ermoshina, K., Loveluck, B., Musiani, F. (2019). Souveraineté numérique : l'Internet russe peut-il se couper du reste du monde ? *The Conversation*. <https://theconversation.com/souverainete-numerique-linternet-russe-peut-il-se-couper-du-reste-du-monde-113516>

sont développés à la fin des années 2000, acquérant une visibilité et une autonomie susceptibles de concurrencer la télévision, la presse écrite et la radio. Après les manifestations de 2011/2012, leur reprise en main a eu lieu progressivement par le licenciement des journalistes les plus critiques et leur remplacement par des confrères favorables au régime. Ce changement rédactionnel s'est fait dans le maintien des titres existant et de leurs designs numériques. Le discours officiel s'est ainsi glissé dans les apparences des médias alternatifs. Cette appropriation facilite des formes d'emprise sur les lecteurs qui continuent à fréquenter des médias dont la ligne éditoriale a changé¹¹. Cependant, des savoirs critiques surgissent aussi à l'épreuve de ces contrôles. En 2018, le blocage de la messagerie Telegram a échoué grâce à l'agilité technique de ses concepteurs pour contourner l'interdiction. Les experts d'internet apprennent à naviguer en ligne en utilisant des VPN, du chiffrement ou des réseaux de pair à pair. Depuis 2020, avec la massification des usages numériques dans le contexte de la pandémie, on voit surgir de nouvelles réflexivités face à la surveillance en ligne qui dépassent les cercles experts et touchent aussi les citoyens ordinaires.

La Vie des idées : Comment la jeunesse russe fait-elle sens de l'héritage soviétique ? Parvient-elle à réinventer de nouvelles formes de mobilisation ?

Françoise Daucé : L'engagement de la jeunesse et sa participation aux mobilisations protestataires est une question récurrente dans l'espace public russe depuis les années 1990. Si la jeunesse est la plus vive à se mobiliser, ses engagements sont cependant divers. Depuis une vingtaine d'années, des mouvements de jeunes se sont développés autour de différents projets politiques : le mouvement national-bolchevique de E. Limonov, les militants nationalistes du Mouvement de lutte contre l'immigration illégale ou des groupes de soutien à V. Poutine comme le mouvement Nashi¹² (les Nôtres). Aujourd'hui, les mouvements de jeunes sont aussi polarisés, entre, d'un côté, des mouvements vigilants et patriotiques au service du maintien de l'ordre public et, de l'autre, des groupes libertaires, voire libertariens, qui luttent pour la défense des libertés fondamentales. Parmi les jeunes, les mouvements qui soutiennent A. Navalny sont divers et vont de l'anarchisme au libertarianisme en passant par le nationalisme.

Au-delà de ces mouvements structurés, dont les effectifs restent relativement limités, ce qui constitue une nouveauté, à l'heure actuelle, c'est l'arrivée à l'âge adulte de jeunes qui n'ont connu que le poutinisme. Auprès d'eux, les ressorts de la légitimité et les slogans politiques du pouvoir fonctionnent moins bien. Les dirigeants s'appuient notamment sur une forte critique du désordre et du chaos qui a accompagné la libéralisation politique et économique après la chute de l'URSS, dans les années 1990, qui porte peu auprès de jeunes qui n'ont pas connu cette période. La dénonciation de la culture occidentale est aussi peu audible pour la jeune génération

¹¹ Françoise Daucé, "Disguising the Internet? Website Design and Control in Russia", *Digital Icons* (2020).

¹² Le mouvement de jeunesse Nashi, créé avec le soutien de l'administration du Président de la Russie, a existé de 2005 à 2013. Ses camps d'été ont pu rassembler jusqu'à 10 000 personnes en 2007. Depuis sa liquidation, certaines subdivisions du mouvement continuent à exister de façon autonome. Voir Hemment, Julie. "Soviet-style neoliberalism? Nashi, youth voluntarism, and the restructuring of social welfare in Russia." *Problems of Post-Communism* 56.6 (2009): 36-50.

qui s'intéresse à l'offre culturelle globalisée. Les indicateurs disponibles semblent montrer actuellement que la génération qui n'a connu que Poutine depuis 2000 s'émancipe plus facilement des cadres de pensée officiels, manifeste du mécontentement et de la lassitude à l'égard du cours politique actuel et ne partage pas la phobie du changement de ses aînés.

Cette différenciation générationnelle s'appuie sur des pratiques informationnelles et numériques nouvelles. Le public des moins de 25 ans s'informe majoritairement sur les réseaux sociaux, délaissant les sites des médias officiels. Les jeunes fréquentent assidûment Instagram, Youtube, Snapchat, Telegram voire Tiktok. On peut faire l'hypothèse que la pandémie en 2020 a renforcé leur présence sur les réseaux sociaux et les plateformes vidéo. C'est ainsi qu'ils peuvent accéder à une variété de contenus beaucoup plus vaste que dans les médias traditionnels et se familiariser avec des pratiques culturelles échappant aux recommandations éducatives officielles (jeux vidéo en réseaux, partage de musique, lecture de mangas, visionnage de séries, etc.). Le contraste entre les goûts officiels et les pratiques culturelles des plus jeunes peut nourrir des réflexivités nouvelles qui s'éloignent des préconisations patriotiques. De ce décalage peuvent naître des engagements critiques dont il est cependant difficile de prévoir pour l'heure les effets politiques à long terme.

Publié dans laviedesidees.fr, le 6 mars 2021.